



UNION DES SYNDICATS CGT DU GROUPE AREVA

AREVA NC – AREVA NP – AREVA TA – AREVA MINES – AREVA
RENOUVELABLES et leurs filiales

<http://www.cgt-areva.org/>

Comité de Groupe France AREVA

31 mars 2016

Déclaration de la CGT

La CGT a décidé de ne pas rester toute la durée ce comité de Groupe France. Il nous a paru en effet important d'être mobilisés aux côtés des salariés et des jeunes, en cette journée d'action nationale contre la réforme du code du travail. C'est non seulement notre devoir de syndicalistes vis à vis de celles et ceux que nous prétendons défendre, c'est aussi notre devoir de citoyens vis à vis de nos enfants qui ne sont, comme d'aucuns voudraient le faire croire, ni idiots, ni manipulés mais bien conscients au contraire que ce qui se joue aujourd'hui, c'est leur propre avenir.

C'est enfin une question de respect pour la mémoire de nos aînés qui se sont battus pour que le travail soit un facteur d'émancipation et non un facteur d'aliénation; qui ont quelquefois donné leur vie pour que nous-même, leurs propres enfants, puissions bénéficier des fruits de leur engagement.

C'est pourquoi présenter le projet de loi El-Khomry, y compris dans une version modifiée qui a tout de la recette du pâté d'alouette, comme porteur de progrès social, témoigne au mieux d'une grave myopie face aux menaces qui pèsent sur le monde du travail, au pire d'un cynisme de plus en plus insupportable.

En une cruelle ironie de l'histoire, le réformiste s'est fait révolutionnaire, le mot révolution comportant, il est utile de le rappeler, l'idée d'un retour au point de départ; c'est à dire en l'occurrence, le retour au temps d'avant les grandes conquêtes sociales.

La réforme est en définitive devenue synonyme de régression, glissement sémantique dont le corollaire est la stigmatisation de celles et ceux, progressistes, qualifiés pour le coup de conservateurs, en un curieux retournement de l'histoire, qui refusent que l'action politique ou syndicale serve les intérêts d'une minorité au détriment du plus grand nombre.

Cette journée d'action, portée par une majorité d'organisations syndicales et de jeunesse ne rassemblera hélas pas tous les acteurs sociaux, la CGT ne peut que le regretter.

Nous sommes aujourd'hui à la croisée des chemins, au moment où nos choix, non seulement façonnent l'avenir des générations qui nous suivent, mais aussi notre propre présent: il n'est point besoin d'être grand clerc en effet pour imaginer les conséquences d'une loi comme celle qui est en gestation, sur les salariés d'AREVA, étant donnée la situation du Groupe.

Cette situation interroge d'ailleurs, tant les éléments manquent pour juger de son évolution.

La CGT avait cependant fait le choix d'envoyer un représentant à ce comité de Groupe, quand bien même nous nous interrogeons sur la pertinence de sa tenue, compte tenu du peu d'éléments nouveaux sur la stratégie du Groupe, sur laquelle nous sommes pourtant consultés.

En effet, un an après les annonces des résultats catastrophiques de mars 2015, on aurait pu penser que le plan de financement d'AREVA, et donc son redressement, aurait pu avancer de manière significative, portée par la volonté affichée par l'Etat, à l'époque, de refonder la filière nucléaire.

Force est de constater aujourd'hui que la situation du Groupe, malgré les efforts imposés aux salariés; AREVA et sous-traitants, s'est détériorée. Nous sommes en effet passés d'une configuration de recherche d'un plan de financement à un plan de sauvetage.

Il ne s'agit plus, aujourd'hui, de permettre à un fleuron industriel de la France, en état de sous-capitalisation chronique depuis des années, d'assurer son développement tout en réglant les dossiers qui l'ont fragilisé, mais d'assurer sa continuité d'exploitation, avec tout ce que cette notion entraîne en matière d'image pour la filière nucléaire, de risques économiques pour le pays et de conséquences sociales pour les salariés, à la fois vis à vis de la pérennité de leur emploi mais aussi de la manière dont ils vivent leur travail au quotidien.

La CGT avait dénoncé, dès le départ, que le jeu de Monopoly industriel auquel nous assistons depuis plus d'un an n'était pas de nature à redynamiser le groupe et la filière nucléaire française; que tant que les dossiers qui ont plongé les comptes d'AREVA dans le rouge n'étaient pas réglés, rien ne serait réglé. Aujourd'hui, le dossier OL3, autour duquel tout le monde a tourné pendant des mois sans s'y attaquer réellement de front continue de polluer le processus de vente d'AREVA NP à EDF. La priorité était bien de régler d'abord ce problème, avant de penser à démanteler le groupe. Le sort des énergies renouvelables; en particulier de l'éolien offshore, toujours gros consommateur de cash, n'est toujours pas tranché et fait maintenant l'objet de grandes manœuvres dans un processus de concentration des activités du secteur dans lequel l'Etat ne s'est toujours pas positionné clairement. Faute d'avoir à l'époque réfléchi à la constitution d'une véritable filière industrielle française de l'éolien offshore, dont les appels d'offre sur les champs de la Manche et de la mer du Nord auraient pu constituer les premières briques, nous nous trouvons aujourd'hui face à une remise en cause de l'usine d'assemblage du Havre.

Si la négociation des contrats relatifs au cycle du combustible avec EDF, grâce notamment à la mobilisation des salariés, a trouvé une issue, il reste encore à donner un sens concret à la notion d'alignement stratégique des deux entreprises dans le domaine des réacteurs.

Lorsque l'on ajoute à ce tableau peu glorieux le report, de semaine en semaine des choix relatifs à la programmation pluriannuelle de l'énergie, AREVA se retrouve, malgré ses atouts, malgré les compétences déployés par tous ses salariés, malgré leurs efforts, face à des incertitudes qui finissent par peser lourdement sur les consciences.

D'aucun nous rétorqueront que l'Etat s'est récemment engagé à recapitaliser le groupe à hauteur de 5 milliards d'euros; certes, il n'en reste pas moins que cette recapitalisation, qui devait initialement intervenir en 2016, se fait toujours attendre, que faute de financement, aucune trajectoire financière n'est encore présentée et que les dossiers qui ont tué le groupe AREVA ne sont toujours pas réglés. L'épisode du prêt intercalaire en début d'année nous montre à quel point l'indécision, les attermoissements et les mauvais calculs peuvent conduire toute une filière industrielle au bord du gouffre.

Cette valse-hésitation a maintenant une conséquence: le calendrier industriel vient percuter le calendrier politique, dans un secteur d'activité dont il est utile de rappeler ici qu'il a toujours été particulièrement sensible au débat électoral.

Nous affirmions il y a un an et demi que l'avenir du groupe AREVA **“dépend avant tout de la mise en cohérence de la filière nucléaire française, par une claire définition du rôle de chacun et surtout par une cohérence globale”** et que si **“la situation actuelle est difficile. Elle doit être l'occasion de revisiter la stratégie d'ensemble de la filière, en s'appuyant sur ses atouts et de définir un projet industriel sur le long terme, dans le cadre d'une politique énergétique qui donne à la Nation la maîtrise de ses outils.”**

Ce projet industriel, ces choix énergétiques, nous les attendons toujours.

Quant à moi, je ne ferai pas attendre plus longtemps les salariés et les jeunes qui se sont mobilisés ; je me rends donc de ce pas à leurs côtés.